



On a cherché à comprendre la polémique sur le salaire des profs français

Les profs français sont-ils sous-payés, ou surpayés, par rapport à leurs homologues européens ? En pleine polémique #BalanceTaFicheDePaieDeProf, « l'Obs » tente d'y voir plus clair. Car tout s'explique.

Il y a des sujets, en matière éducative, qu'il vaut mieux manier en prenant du temps et en se munissant d'un attirail complet de petites pincettes. Parmi ces dossiers sulfureux, l'incontournable salaire des profs. La question participe fortement au sentiment de dévalorisation que subissent les enseignants.

Elle a, au surplus, le don d'exciter les passions populaires. Tout Français étant passé sous les fourches caudines de l'Éducation nationale se sent en effet légitime pour juger des émoluments de ses anciens maîtres. Et, si l'on en croit les dernières enquêtes d'opinion, ce jugement n'est pas particulièrement magnanime : non seulement les enseignants traînent comme une croix leur réputation de perpétuels vacanciers, mais un soupçon pèse sur la sincérité de leur rémunération.

L'Éducation nationale, comme toute administration, a en effet le don de compliquer les choses, ajoutant au salaire de base (le « statutaire ») un chapelet de primes et de rémunérations annexes cachées sous de délicieux acronymes (ISOE, IMP...), qui, selon l'âge, le statut, le type d'établissement fréquenté, peuvent de fait offrir un pouvoir d'achat supérieur à celui – plutôt bas – mis en avant par les syndicats.

La publication, mardi 10 septembre, d'une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les rémunérations réelles perçues par les enseignants des différents pays membres de l'organisation – soit la plupart des pays européens, et quelques nations développées d'Amérique ou d'Asie-Pacifique – aurait pu/dû clarifier la situation, en donnant des indications précises sur les salaires de nos enseignants, toutes indemnités et heures sup comprises, et en permettant de les mettre en regard avec ce qui se pratique chez nos voisins les plus proches.

Las, c'est l'effet contraire qui a été obtenu. Comme le soulignent, narquois, de nombreux enseignants, la presse s'est en effet montrée incapable d'accorder ses violons. Plusieurs blogueurs se sont ainsi amusés à mettre en regard le titre de « Challenges » (« Salaires des profs : la France est toujours sous la moyenne des pays de l'OCDE ») avec celui de « Capital » (« Surprise, les profs français gagnent plus que leurs homologues de l'OCDE »). Le ton pète-sec du « JDD » (« Non, les enseignants français ne sont pas "bien moins bien payés que dans la moyenne des pays de l'OCDE" ») avec la compassion inattendue du « Point » (« Les profs français sous-payés par rapport à la moyenne de l'OCDE ») le rappel à l'ordre de LCI (« Non, les profs ne sont pas mal payés ») avec les élans lyriques de France 24 (« En France, les enseignants victimes d'un "véritable déclassé salarial" »)...

Ces contradictions – ou plutôt ces imprécisions – médiatiques ont suscité un grand émoi. Le Snes, syndicat majoritaire dans le secondaire, s'est fendu d'un communiqué dénonçant des « présentations fallacieuses et méprisantes » visant à « alimenter le cliché d'une profession privilégiée », tandis que des internautes adeptes du prof-bashing se gaussaient à l'inverse des titres trop complaisants de certains médias. Ce à quoi des enseignants, familiers des réseaux sociaux, ont répliqué en publiant massivement leur bulletin de salaire sous le hashtag #BalanceTaFicheDePaieDeProf devenu viral sur Twitter.

Comment expliquer une telle cacophonie ? L'origine du problème semble relativement prosaïque : elle vient d'une lecture trop rapide du rapport de l'OCDE. D'abord du côté des « Echos », quotidien économique de référence qui, en reprenant les données de l'organisation, a commis une boulette : les chiffres de l'OCDE sont systématiquement exprimés en dollars américains pour permettre des comparaisons entre pays. Le journal a donc converti les salaires des profs français en euros, mais... en oubliant que ces salaires sont également lissés en fonction du coût moyen du

panier de la ménagère – 1 euro en France n'offrant pas le même pouvoir d'achat qu'en Suisse ou en Lettonie.

Ce petit détail technique change tout. Annoncés à 3 850, 3 425 et 2 975 euros brut, soit bien au-delà des moyennes OCDE, les salaires bruts moyens des professeurs de lycée, de collège et d'école primaire, une fois le lissage opéré, se révèlent en fait de 3 400, 3 025 et 2 628 euros. Soit un différentiel de près de 400 euros !

L'analyse des « Echos » – reprise notamment dans une chronique assez provoc de LCI – a paru d'autant plus orientée aux enseignants qu'elle tranchait du tout au tout avec l'approche adoptée par l'AFP. L'agence de presse, dont la dépêche a été largement reprise par les sites d'actualité (« l'Obs » compris), rappelle en titre ce que l'on savait déjà – le traitement de base des profs français, toutes catégories confondues, est inférieur à la moyenne OCDE – mais passe rapidement sur l'information essentielle du rapport, pourtant surlignée dans la Note Pays livrée par l'organisation : si l'on s'intéresse à leur salaire réel, les enseignants français, à l'exception des professeurs des écoles, reçoivent bien une rémunération supérieure à celle de leurs homologues de l'OCDE.

Pas dans les proportions avancées par « les Echos », certes, mais avec une marge quand même assez nette : +3,76 % pour les profs de collège, +7,33 % pour ceux de lycée (versus -5,18 % pour les instits).

Ceci étant rectifié, que faire de ces résultats ? Répéter, comme le fait du reste l'OCDE, que la situation salariale des professeurs des écoles n'est plus tenable. Contrairement aux enseignants du secondaire, qui démarrent bas mais rattrapent peu à peu leur retard pour dépasser le salaire moyen des profs de l'OCDE, les anciens instits restent sous-payés du début à la fin de leur carrière (voir ci-dessous). Une situation paradoxale, alors que le gouvernement, s'appuyant sur la recherche internationale, ne cesse de mettre en avant le rôle crucial du primaire et de l'« effet maître » dans la lutte contre l'échec scolaire.

Pour ce qui est du secondaire, la problématique n'est pas tant celle du salaire moyen que celle des disparités entre jeunes enseignants – nettement sous-payés – et profs plus âgés, dont les salaires dépassent les moyennes internationales, notamment lorsqu'ils appartiennent au corps – très influent – des agrégés. Ceci explique notamment que les profs des lycées (dont la moyenne d'âge est relativement élevée) se rapprochent des salaires moyens servis à des actifs possédant un diplôme équivalent (voir ci-dessous). Contrairement aux profs de collège et a fortiori aux profs des écoles, objectivement très mal payés eu égard à leur niveau de qualification.

Cette lenteur de la progression de carrière des profs français, qui galèrent toute leur jeunesse avant de partir en retraite avec des émoluments relativement confortables, est le deuxième point sur lequel l'OCDE souhaitait porter l'attention des médias. Le message a eu du mal à passer.

Mais que les profs se rassurent : le gouvernement a manifestement conscience du problème. En cette rentrée, Jean-Michel Blanquer et Edouard Philippe ont ainsi fait la promesse de se saisir de la réforme de la retraite – qui va amener à calculer le montant des pensions sur l'ensemble de la carrière et non sur les six derniers mois travaillés – pour revaloriser nettement les débuts et milieux de carrière. Avec quels budgets ? Ça, pour le coup, cela reste un mystère.